



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240926-2609202486-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2024

Publication : 03/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 21 JUIN 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

1.	Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 31 mai 2024	4
2.	Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration.....	4
3.	Procès-verbal de transfert de l'EHPAD La Pléiade.....	5
4.	Convention UGAP - location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires légers - Autorisation signature	6
5.	Lancement de la procédure d'appel d'offres ouverte - marché à procédure adaptée de services d'assurances : dommage aux biens, responsabilité civile, flotte automobile, protection juridique, risques statutaires - Autorisation signature	7
6.	Convention en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la ville et le C.C.A.S. de Rouen pour les années 2024-2026	9
7.	Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste de conseiller en insertion professionnelle	12
8.	Avenant n° 1 CPOM pour les résidences autonomie 2023-2024 - Autorisation signature	13
9.	Candidature prix territoriaux la Gazette - GMF- Autorisation signature	15
10.	Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente	16

Le 21 juin 2024 à 14h39 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

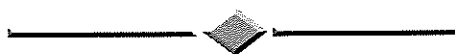
Étaient représentés : Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

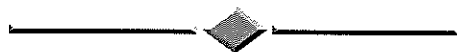
Date de convocation : 14 juin 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 21 juin 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 31 mai 2024

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 31 mai 2024 est adopté à l'unanimité.



Madame la Vice-Présidente propose aux membres présents de modifier l'ordre du jour. Le point ci-après sera traité en dernier :

1- Information - Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente en dernier

La Direction du C.C.A.S. précise par ailleurs qu'une délibération a été omise, à la suite d'une erreur technique, lors de la transmission du dossier. Madame la Directrice propose en conséquence de l'ajouter à l'ordre du jour comme indiqué ci-après :

6- Convention en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le C.C.A.S. de Rouen pour les années 2024-2026

2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président et à sa Vice-Présidente lors de la séance du 25 avril 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

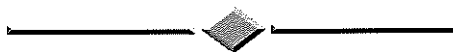
VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consenties par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené.e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de mai 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte du compte rendu annexé



Arrivée de Madame Zohra AMIMI

3. Procès-verbal de transfert de l'EHPAD La Pléiade

Il est rappelé aux membres de l'assemblée délibérante que l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « La Pléiade » a été transféré au 1^{er} avril 2024 au Centre Hospitalier du Bois-Petit à Sotteville-lès-Rouen, par délibération n° 2024/23022024/5 adoptée par le Conseil d'administration en date du 23 février 2024.

Conformément à l'annexe financière du protocole d'accord de transfert de l'établissement signée avec le Centre Hospitalier du Bois-Petit, un Procès-Verbal de transfert contradictoire doit être établi en vue du transfert de l'actif, ainsi que d'autres éléments patrimoniaux, au repreneur.

Le Procès-Verbal contient en annexes la liste des éléments transférés :

- Un état de l'actif transféré au 31/12/2023 ;
- Un état des subventions transférables au 31/03/2024 ;
- Un état des biens acquis au cours du 1^{er} trimestre 2024 établi au 31/03/2024 ;
- Un état des cautions au 31/03/2024 ;
- Le compte de clôture 2024, ou à défaut une balance des comptes, établie par le comptable à la date du 31/03/2024.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1 et R.315-4,

VU l'Arrêté conjoint de l'A.R.S. et du Conseil Départemental de Seine-Maritime actant le transfert d'autorisation de l'EHPAD La Pléiade, établi en date du 28 mars 2024,

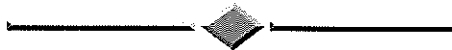
VU le Protocole d'accord de transfert signé entre le CCAS de la Ville de Rouen et le Centre Hospitalier du Bois-Petit en date du 11 mars 2024,

CONSIDÉRANT que l'EHPAD « la Pléiade » a été transféré au Centre Hospitalier de Bois-Petit au 1^{er} avril 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir le procès-verbal contradictoire relatif au transfert de l'actif entre les deux établissements publics,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS, autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer le Procès-Verbal de transfert des biens listés en annexes.

Madame Zohra AMIMI indique avoir le pouvoir de Mme Amèle MANSOURI et que celle-ci ne prend pas part au vote.



4. Convention UGAP - location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires légers - Autorisation signature

La location des deux véhicules utilisés par l'Equipe Spécialisée Alzheimer arrivera à échéance en octobre 2024. Ces deux véhicules seront restitués. La location longue durée de véhicules représente l'opportunité pour le C.C.A.S. de Rouen de mettre à disposition de ses agents des véhicules pour assurer leur mission de service public. Le budget de l'ESA, ne possédant pas de section d'investissement, ne lui permet pas d'acquérir de véhicule. Afin que le C.C.A.S. de Rouen puisse disposer de nouveaux véhicules particuliers utilitaires légers en location longue durée, il convient d'établir une convention avec la centrale d'achats « l'Union des Groupements d'Achats Publics (U.G.A.P.) » qui a conclu un marché public avec le prestataire ARVAL.

Cette convention vise à définir les conditions générales d'exécution de ces locations longue durée. La présente convention prend effet à compter de la date de réception par l'U.G.A.P. de l'exemplaire original de la convention qui lui est destiné, signé par l'acheteur.

Elle est conclue pour une durée allant jusqu'au terme de l'exécution complète de tous les bons de commandes à savoir jusqu'à la restitution des véhicules.

Le C.C.A.S. de Rouen aura accès à la plate-forme en ligne d'ARVAL pour la sélection des véhicules et des modalités de location (durée et nombre de kilomètres).

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention avec l'U.G.A.P. pour la location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires légers,
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les contrats de location longue durée des véhicules découlant de cette convention,
- Préciser que les dépenses en résultant seront imputées sur les comptes 6135 du budget principal et des budgets annexes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-2,

VU le Décret n°1995-562 du 6 mai 1995 relatif aux C.C.A.S. et C.I.A.S.,

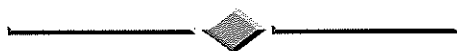
VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que l'actuel contrat de location longue durée pour deux véhicules utilisés par l'ESA arrive à échéance en octobre 2024 et que ces véhicules seront restitués,

CONSIDÉRANT l'opportunité de disposer de véhicules en location moyenne durée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention avec l'U.G.A.P. pour la location longue durée de véhicules particuliers et utilitaires légers
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les contrats de location longue durée des véhicules découlant de cette convention,
- Précise que les dépenses en résultant seront imputées sur les comptes 6135 du budget principal et 61353 des budgets annexes.



5. Lancement de la procédure d'appel d'offres ouverte - marché à procédure adaptée de services d'assurances : dommage aux biens, responsabilité civile, flotte automobile, protection juridique, risques statutaires - Autorisation signature

Les marchés des services des assurances du CCAS arrivent à terme le 31 décembre 2024, ils doivent de ce fait être relancés cette année au 1^{er} janvier 2024. Afin de permettre au CCAS de bénéficier d'une couverture d'assurance en adéquation avec son activité il convient de procéder au lancement d'une procédure d'appel d'offre pour les risques suivants, décomposée en 5 lots :

- Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
- Lot n°2 – Dommage aux biens et risques annexes
- Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)
- Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS

La détermination de la procédure de passation sera fixée par le montant des primes annuelles cumulées sur la durée prévisible du contrat et en vertu de l'article 28 du code des Marchés Publics, un marché à procédure adaptée sera retenu, en conséquence.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Autoriser Monsieur le Président à lancer mettre en œuvre la procédure de marché adaptée pour la passation d'un marché des services d'assurances comprenant les lots suivants :
 - Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
 - Lot n°2 – Dommage aux biens et risques annexes
 - Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)

- Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
 - Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS
- Autoriser Monsieur le Président à procéder à sa relance dans le cas d'une procédure infructueuse,
 - Autoriser Monsieur le Président à signer le marché à venir et les avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial,
 - Fixer la durée dudit contrat à un an renouvelable 4 fois à compter du 1er janvier 2025.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L2124-1 et L2124-2 du Code de la Commande Publique ;

VU l'Article R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande publique ;

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que les marchés de services des assurances du CCAS arrivent à terme le 31 décembre 2024,

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 28 du Code des Marchés Publics, il peut être procédé à sa remise en concurrence sous la forme de marché à procédure adaptée à 5 lots distincts :

- Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes ;
- Lot n°2 – Dommages aux biens et risques annexes ;
- Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents) ;
- Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes ;
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS.

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la collectivité contre les risques statutaires des personnels stagiaires et titulaires du CCAS,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES

- Autorise Monsieur le Président à lancer la procédure de marché adaptée pour la passation d'un marché des services d'assurances comprenant les lots suivants :
 - Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes ;
 - Lot n°2 – Dommages aux biens et risques annexes ;
 - Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents) ;
 - Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes ;
 - Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS.
- Autorise Monsieur le Président à procéder à sa relance dans le cas d'une procédure infructueuse,
- Autorise Monsieur le Président à signer le marché à venir et les avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial,
- Fixe la durée dudit contrat à un an renouvelable 4 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,
- Précise que les dépenses en résultant seront imputées à compter du budget 2025 et suivants, sur les

crédits ouverts :

- o LOTS 1, 2, 3, 4 et 6 :
 - Budget Principal : compte 616 chapitre 011
 - Budget annexes : compte 616 groupe 3
- o LOT 5 :
 - Budget Principal : compte 6455 chapitre 012
 - Budget Annexes : compte 616 groupe 3



6. Convention en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la ville et le C.C.A.S. de Rouen pour les années 2024-2026

Créé par la loi n°2005-102 du 11 février 2005, le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) a pour mission d'impulser une dynamique et inciter les employeurs publics à agir en favorisant le recrutement, l'accompagnement et le maintien dans l'emploi au sein des trois Fonctions Publiques. Il intervient sur l'ensemble du territoire et pour tous les employeurs publics en proposant des aides ponctuelles, par l'intermédiaire de conventions pluriannuelles avec les employeurs et dans le cadre du programme accessibilité numérique.

Si la Ville de Rouen a développé un partenariat avec le FIPHFP depuis 2011 via trois conventions successives, le CCAS n'avait pas jusqu'à présent conclu de convention avec cet établissement et bénéficiait ponctuellement des aides du FIPHFP selon les besoins des agents en situation de handicap (aménagement de poste et formation dans le cadre d'un reclassement en particulier).

Au vu de la mutualisation de la gestion des ressources humaines entre la Ville et le CCAS depuis 2022, il est proposé une convention commune entre la Ville, le CCAS de Rouen et le FIPHFP pour les années 2024-2026 afin de développer une politique ambitieuse au bénéfice de tous les agents en situation de handicap.

PROJET DE CONVENTION 2024-2026

A l'été 2023, la Ville de Rouen a fait part au FIPHFP de sa volonté de renouveler ce partenariat par le biais d'une nouvelle convention, et d'y associer pour la première fois son CCAS, afin de mutualiser les actions menées et en particulier permettre au CCAS d'atteindre le taux d'emploi légal des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de 6%, non atteint depuis 2019.

Le nouveau cadre du plan d'actions du FIPHFP est défini en 8 axes : recrutement ; reclassement et reconversion ; maintien dans l'emploi ; formation des agents et des tuteurs ; communication, information, sensibilisation ; accessibilité numérique ; actions innovantes ; autres dispositifs de l'employeur.

Dans une logique de développement et d'amélioration de la politique handicap, il est proposé de poursuivre les actions relatives au recrutement de personnes en situation de handicap (axe 1) et leur maintien dans l'emploi (axe 3), et d'élargir le programme d'actions financé par le FIPHFP en y intégrant de nouveaux axes et de nouvelles aides avec notamment :

- La prévision de nouvelles aides parmi les axes recrutement et maintien dans l'emploi (axes 1 et 3) telles que : la prime à l'insertion durable, les indemnités de stage, les aides aux déplacements, l'intervention possible d'interprètes en Langue des Signes Française, ou

encore le financement de prothèses/orthèses externes ;

- Le développement de l'axe 2 « Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes » (soutien médico-psychologique, bilan de compétences, formations, ...). Certaines aides figuraient déjà dans la convention précédente, il est proposé de les renforcer et de les élargir;
- Le développement de l'axe 6 relatif à l'accessibilité numérique des applicatifs internes, en parallèle des projets d'accessibilité à destination du grand public.

La politique handicap portée par cette nouvelle convention a pour objectif d'augmenter le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi au sein de la Ville et de son CCAS, par le recrutement de 9 nouveaux agents en situation de handicap sur contrats pérennes sur l'ensemble de la convention (dont la pérennisation d'un apprenti et d'un contrat aidé par an), et 18 sur contrats non pérennes (apprentis, services civiques, contrats aidés, stagiaires...). L'accompagnement des agents dans le maintien dans l'emploi, notamment pour les agents reconnus inaptes aux fonctions de leur grade et intégrant le dispositif de Période de Préparation au Reclassement, est également favorisé par la mise en place de bilans de compétences et formations financées en partie par le FIPHFP.

Des actions de sensibilisation et formations des agents sur la thématique du handicap seront également programmées tout au long de la convention (parcours sensoriels, sensibilisation sur l'accessibilité numérique, premiers secours en santé mentale, campagne sur la démarche de Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé...).

Ces différentes actions ont pour objectif le maintien du taux d'emploi des BOETH au-dessus des 6% pour la Ville, et l'atteinte du taux d'emploi légal de 6% pour le CCAS. En 2023, le taux de BOETH a atteint 6,09% pour la Ville de Rouen et 5,12% pour le CCAS.

Le projet de plan d'actions a été présenté aux membres de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail (F3SCT) le 19 mars 2024 et a obtenu un avis favorable à l'unanimité. Le comité local du FIPHFP a également émis un avis favorable à ce projet lors de sa présentation le 23 mai 2024.

MODALITES DE FINANCEMENT

Le financement demandé au FIPHFP, correspondant au programme d'action présenté en annexe, s'élèverait à 328 316.62 €, montant auquel s'ajoutent les dépenses relevant directement de la Ville et du CCAS (études de poste, communication, accompagnement des agents reconnus inaptes à leurs fonctions...) estimées à 325 989.18 €. La convention sera passée au nom de la Ville de Rouen en tant que pilote, ainsi l'aide du FIPHFP sera versée à cette dernière ce qui implique un reversement au CCAS. La répartition des moyens alloués sera réalisée au regard des effectifs :

	Total	Ville	CCAS
Effectifs rémunérés en 2023	2414	2199	215
% effectif global	100 %	91 %	9 %
Répartition de l'enveloppe FIPHFP	328 316.62 €	298 768.12 €	29 548.50 €
Répartition 1 ^{er} versement	109 438.87 €	99 589.37 €	9 849.50 €

Un premier versement correspondant au tiers du montant de la convention sera réparti comme indiqué entre la Ville et le CCAS, puis ajusté selon les dépenses réelles, dans la limite du montant de répartition de l'enveloppe globale.

Ladite convention est annexée au présent projet de délibération.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir approuver les modalités de la convention en partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le CCAS de Rouen pour les années 2024-2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique,

VU le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L 352-1 et L 826-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,

VU l'avis de la Formation Spécialisée en Santé et Sécurité au Travail du 19 mars 2024,

VU l'avis favorable du comité local du FIPHFP du 23 mai 2024 pour le projet de renouvellement de convention et plus particulièrement sur l'octroi d'un montant alloué à la Ville et au CCAS de Rouen,

VU le projet de convention et le plan d'actions prévisionnel joints en annexes,

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen souhaite continuer à développer une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap et y associer le CCAS de Rouen afin de mutualiser les actions entreprises,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen souhaite développer une politique ambitieuse en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap en bénéficiant d'un partenariat mutualisé avec le FIPHFP,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

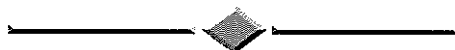
- approuve les termes de la convention de partenariat avec le Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées de la Fonction Publique,
- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention de partenariat avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique relative au financement d'actions menées à destination des personnes en situation de handicap pour la Ville et le CCAS de Rouen pour les années 2024-2026.
- précise que la recette en résultant sera imputée au chapitre 70, article 7010 – 70878

Monsieur Jean-Pierre TREDET demande si un suivi des agents du C.C.A.S en reclassement est réalisé.

Madame la Directrice confirme que par le biais de la mutualisation la Direction des Ressources Humaines de la Ville de Rouen effectue un accompagnement, celui-ci se concrétisant par de la prévention et la mise en place d'un suivi.

Madame Martine LELAIT s'interroge sur le taux d'emploi des BOETH de 7 % mentionné pour la Ville au lieu de celui de 6 % pour le C.C.A.S.

Madame la Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. rappelle que le taux légal est de 6 %. Ce taux correspond à l'objectif que se fixe le C.C.A.S.



7. Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste de conseiller en insertion professionnelle

Suite à la dégradation de nombreux indicateurs, mis en valeur notamment par l'Analyse des Besoins Sociaux (A.B.S.) publiée en 2023, un travail partenarial mené entre l'Etat et la Ville de Rouen a abouti à la révision de la géographie prioritaire, validée par un décret du 29 décembre 2023. Les secteurs Saint Sever et Orléans intègrent ainsi le Quartier Politique de la Ville désormais renommé « Grammont - St Sever - Orléans ». Pour répondre à ces nouveaux besoins du territoire, il est proposé la création d'un poste de conseiller en insertion, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, au sein du service insertion professionnelle et innovation sociales du C.C.A.S. de Rouen.

Il convient ainsi d'approuver la modification du tableau des effectifs du C.C.A.S.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU la Loi N° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique,

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 relative au tableau des effectifs au 1er avril 2024,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

CONSIDÉRANT la nécessité de créer un poste de conseiller en insertion professionnelle,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le tableau des effectifs du C.C.A.S. de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Décide la création d'un poste d'un équivalent temps plein de conseiller en insertion professionnelle au sein du C.C.A.S. de Rouen, cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux, au sein service insertion professionnelle et innovation sociales,
- Décide d'approuver la modification du tableau des emplois comme suit :

Service	Création	Poste	Cadre d'emploi	Date d'effet
Insertion professionnelle et	1 ETP	Conseiller en	Rédacteur	1 ^{er} juillet 2024

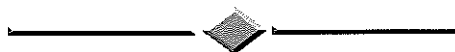
innovation sociales		insertion professionnelle	territorial	
---------------------	--	------------------------------	-------------	--

- Précise que l'emploi créé sera pourvu par un fonctionnaire titulaire de ce grade, ou en l'absence de ce fonctionnaire par un agent contractuel justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience professionnelle équivalente. La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné.
- Autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans le tableau des emplois. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi.
- Précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives.
- Dit que les dépenses de rémunération et de charges des agents nommés dans les emplois sont imputées au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés » du budget principal,
- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.

Monsieur Jean-Pierre TREDET demande si les agents du C.C.A.S. travaillent en partenariat avec France Travail.

Madame la Vice-Présidente indique que le C.C.A.S. et la Ville de Rouen ont délibéré en décembre 2023 pour signer une convention partenariale tripartite avec France Travail.

Madame la Directrice du C.C.A.S. rappelle que France Travail organise la semaine prochaine « les places de l'Emploi » et que la Ville de Rouen tiendra un stand afin de valoriser les métiers et communiquer sur les recrutements.



8. Avenant n° 1 CPOM pour les résidences autonomie 2023-2024 - Autorisation signature

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul).

Un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie a été établi entre le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S. de Rouen pour la période 2023-2024. Il définit les engagements de l'établissement à assurer les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, et permet d'obtenir, en contrepartie, un forfait autonomie.

Ce forfait autonomie permet de financer une partie des quatre postes d'assistantes de convivialité des résidences.

Le montant de ce forfait est établi chaque année par le Département. Au titre de l'exercice 2024, le Département attribue à l'établissement une participation globale forfaitaire de 98 844,95 € (91 569.50 € en 2023). Le montant est déterminé comme suit :

- Financement de personnel disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie pour chaque établissement de plus de 50 résidents : 17 260 € (17 260 € en 2023),
- S'y ajoute une majoration de 103,85 € par résident (78,50 € en 2023) pour développer des actions individuelles de prévention de la perte d'autonomie.

Ainsi, le l'avenant n° 1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) pour la période 2023-2024 doit être signé pour permettre de percevoir le forfait au titre de l'exercice 2024.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser le Président ou son représentant à signer l'avenant n° 1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) 2023-2024.

Ledit avenant n° 1 au C.P.O.M. est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret du 27 mai 2016 de la loi d'adaptation de la société au vieillissement qui définit une liste de prestations minimales délivrées aux personnes vivant dans les résidences autonomie,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère quatre résidences autonomie (Bonvoisin, Rose des Sables, Trianon et Saint Filleul),

CONSIDÉRANT que la délibération du 18 octobre 2016 autorise Madame la Vice-Présidente à engager les démarches nécessaires pour conclure avec le Département un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (C.P.O.M.) permettant d'obtenir un forfait autonomie par établissement,

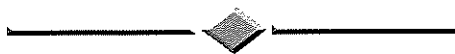
CONSIDÉRANT que la délibération du 28 septembre 2023 autorise Madame la Vice-Présidente à signer le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) 2023-2024,

CONSIDÉRANT que le montant du forfait autonomie versé par le Département est fixé pour 2024, et par conséquent, un avenant N° 1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) relatif aux quatre résidences autonomie doit être signé,

CONSIDÉRANT que la Commission Permanente du Département, lors de sa réunion du 21 mai 2024, a validé les modalités d'attribution du forfait-autonomie 2024 ainsi que le modèle de C.P.O.M. pour les quatre résidences autonomie gérées par le C.C.A.S. de Rouen et les a finalisées dans l'avenant n°1 au C.P.O.M. 2023-2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer l'avenant n° 1 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) 2023-2024.



9. Candidature prix territoriaux la Gazette - GMF- Autorisation signature

La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires Assurances (G.M.F.), associée à la Gazette des Communes, a créé en 2000 les Prix Territoriaux La Gazette - GMF qui récompensent des initiatives menées collectivement au sein d'établissements de la Fonction Publique Territoriale afin de favoriser le lien entre le service public et les citoyens, pour un service public local encore plus efficace.

Depuis plus de vingt ans, les prix territoriaux honorent les projets les plus innovants mis en place par les équipes des collectivités locales en vue d'améliorer le service public, afin de valoriser le travail quotidien des agents et de permettre à de telles initiatives d'essaimer.

Les projets auprès des personnes sans domicile développés par le C.C.A.S. de Rouen :

Le public en errance est, par définition, difficile à saisir. Sans résidence, il est d'une extrême mobilité ou éprouve des réticences parfois à fréquenter les structures sociales. De plus, les personnes sont souvent en perte de repères spatio-temporels, peuvent souffrir de troubles psychiatriques et/ou d'addictions.

Depuis une vingtaine d'années, le C.C.A.S. de Rouen œuvre autour d'actions innovantes en direction des personnes sans domicile. Peu à peu, son intervention s'est structurée en développant un réseau partenarial dynamique et en repensant ses approches entre l'accueil et l'aller-vers les publics.

La participation aux prix territoriaux représente une occasion de mettre en valeur ces initiatives sur le Salon des maires, lors de cérémonies régionales, dans La Gazette des communes et sur les réseaux sociaux.

Le règlement est annexé au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur l'opportunité de candidater auprès des Prix Territoriaux de La Gazette - GMF et à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S ou son représentant à déposer le dossier de candidature.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L115-1 et L123-5,

VU la Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU le règlement des prix territoriaux de la Gazette – GMF édition 2024,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. pour l'inclusion sociale des publics les plus démunis,

CONSIDÉRANT l'opportunité pour le C.C.A.S. de candidater aux prix territoriaux de la Gazette - GMF,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à déposer le dossier de candidature auprès de La Gazette - GMF.



10. Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait le retour des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du vendredi 21 juin 2024 Madame la Vice-Présidente a présenté un nouveau point d'étape qui sera notifié dans le procès-verbal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à l'élection de la vice-présidence du C.C.A.S. de Rouen,

VU la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

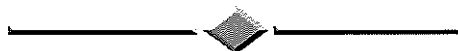
Lors de cette séance, Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- *Difficultés d'accueil rue de Germont*
- *Désinsectisation à la résidence autonomie Rose des sables*
- *Minibus incendié au centre-social Grammont*
- *Temps forts à venir :*
 - o *Fête dans le quartier Grammont,*
 - o *Fête de la Saint-Jean quartier Lombardie*
- *Repas à thème dans les résidences autonomie*
- *Programmations estivales dans les centres-sociaux*

Madame la Vice-Présidente demande aux Administrateurs s'ils souhaitent aborder divers sujets.


- *Madame DESBORDES informe qu'une « super centenaire » vient de fêter ses 110 ans à l'EHPAD St Joseph et devient ainsi la doyenne des Rouennais.*

- Madame Martine LELAIT présente le projet de film intergénérationnel « Perséides » mettant en scène des seniors et des enfants du collège Camille CLAUDEL à Rouen. La conférence des financeurs soutient le projet pour deux années Elle fait également part de difficultés rencontrées pour identifier une salle dans Rouen qui soit centrale, accessible et disponible pour permettre le déroulement de l'activité
Madame DUTARTE précise que la demande va être relayée.
- Madame Hortense HECTOR évoque la réussite de la sortie solidaire à Saint-Valéry-en-Caux, organisée par la Maison des Aînés. Madame Annick LAMBARD confirme ce ressenti.
- Madame Zohra AMIMI revient sur la journée dédiée aux réfugiés qui s'est déroulée à Saint-Exupéry et remercie les collègues en charge du partenariat associatif et la référente migrants pour l'organisation. Cette manifestation, ayant accueilli un public nombreux, est financée par le Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (C.T.A.I.). Le contrat va être reconduit pour deux ans.
- Madame Zohra AMIMI invite les membres du Conseil d'Administration à se rendre au premier étage de l'Hôtel de Ville où expose l'artiste réfugiée Sepideh YARI sur le thème du drame de l'immigration par la mer « Wild way ».

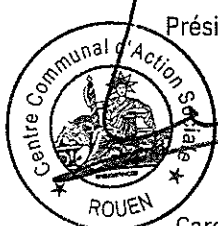


L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 15h24.
Date du prochain Conseil : 26 septembre 2024.

Président de séance



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.



Secrétaire de séance



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.



